



Questionnaire aux candidates et candidats aux élections municipales 2026



Voici un questionnaire (7 questions) sur vos choix éducatifs. Vos réponses peuvent rester confidentielles au niveau individuel, éventuellement nous ferons connaître le nombre de ceux qui nous auront répondu et une statistique globale pour les réponses. Merci de préciser si vous souhaitez ou non voir votre nom apparaître parmi les candidats nous ayant répondu. Pour certaines questions, vous pouvez, le cas échéant, choisir simultanément plusieurs réponses. **Vos réponses peuvent être envoyées par mail : laicite.85@se-uns.org**

Nom de la commune :

Nom Prénom du candidat-e :

Nom de la liste :

Contact mail et/ou téléphone :

☐ Souhaite que mes coordonnées apparaissent

☐ Souhaite que mes coordonnées n'apparaissent pas

1- Y a-t-il une école primaire publique dans votre commune ?

☐ Oui, allant de la maternelle aux cours moyens

☐ Oui, dans le cadre d'un regroupement pédagogique (certaines classes dans ma commune et d'autres dans des communes voisines)

☐ Non

2- Y a-t-il une école primaire privée dans votre commune ?

☐ Oui, allant de la maternelle aux cours moyens

☐ Oui, dans le cadre d'un regroupement pédagogique (certaines classes dans ma commune et d'autres dans des communes voisines)

☐ Non

3- Quelle est, pour vous, l'importance de la défense de la laïcité dans votre programme municipal ?

☐ Je fais connaître spontanément mon attachement aux lois de laïcité

☐ Je n'évoque pas de prime abord cette question mais je saurai montrer mon souci de défense de toutes les valeurs de la République si l'on m'interroge

☐ C'est une question à laquelle je m'apprête à réfléchir

☐ C'est un sujet que je ne me pose pas

4- Dans un contexte de baisse démographique, comment comptez-vous assurer le maintien et l'attractivité de l'école publique dans votre commune ?

☐ En affirmant publiquement mon attachement à l'école publique

☐ En investissant prioritairement dans ses équipements et ses projets

☐ En participant à la création d'un regroupement pédagogique avec les écoles des communes voisines

☐ En travaillant à l'installation de jeunes familles sur la commune

☐ Je n'ai pas de position particulière sur ce sujet

5- En l'absence d'école publique sur votre commune, quelle est votre position afin de garantir aux familles l'accès effectif à l'enseignement public ?

☐ Je suis favorable à étudier la création d'une école publique sur la commune si les conditions

démographiques le permettent

☐ Je m'engage à faciliter concrètement la scolarisation des enfants dans une école publique d'une commune voisine (transport, information, conventions intercommunales...)

☐ Je considère que l'offre actuelle est suffisante et ne prévois pas d'action particulière

6- Y a-t-il, selon vous, des différences culturelles entre école publique et école privée ?

☐ Oui, les objectifs éducatifs diffèrent en partie

☐ Oui, les dispositifs d'aide aux élèves rencontrant des difficultés sont plus variés à l'école publique

☐ Non, les programmes sont théoriquement les mêmes

7- Comptez-vous, dans le cadre réglementaire actuel, maîtriser le budget que votre commune alloue à l'enseignement privé sous contrat ?

☐ Oui, tout à fait

☐ Oui, mais je ne souhaite pas réduire significativement les sommes non obligatoires traditionnellement versées par ma commune à l'école privée

☐ Non, j'entends aller au-delà des versements obligatoires

Le SE-Unsa Vendée et l'UNSA Éducation

Le SE-Unsa Vendée est un syndicat représentatif des personnels de l'Éducation nationale, de la maternelle au lycée. Organisation autonome et réformatrice, il agit par le dialogue et la négociation pour défendre le service public d'éducation et accompagner concrètement les équipes sur le terrain.

Le SE-Unsa est membre de l'UNSA Éducation, fédération qui rassemble l'ensemble des métiers de l'éducation, de la jeunesse, des sports, de l'enseignement supérieur et de la recherche. Représentative au niveau national et académique, l'UNSA Éducation porte une vision globale et cohérente du système éducatif, fondée sur la laïcité, l'égalité des chances, la mixité sociale et l'exigence de qualité du service public.